



OPALE
OBSERVATOIRE
PARTENARIAL
ÉCONOMIE
EMPLOI
INSERTION

**Regard sur
l'économie
et les entreprises
lyonnaises n°52**

OCTOBRE
2021

L'activité est soutenue, l'emploi progresse

SYNTHÈSE

Comme au niveau national, l'activité des entreprises lyonnaises a retrouvé un niveau soutenu depuis plusieurs mois, dans un contexte de reprise mondiale de l'économie et des échanges. Grâce à une demande dynamique et à des carnets de commande bien remplis, les perspectives pour la fin de l'année sont favorables. La croissance de l'activité est cependant freinée par deux difficultés qui s'additionnent : des difficultés d'approvisionnement en matières premières et matériaux, doublées de hausses des prix, qui touchent non seulement l'industrie, mais aussi le bâtiment et désormais certaines activités de services, et des difficultés de recrutement et de fidélisation des salariés, qui concernent tous les secteurs d'activité.

Le fort rebond de l'activité économique se traduit par une croissance des effectifs salariés, dont le nombre dépasse désormais celui qui prévalait avant la crise dans la métropole de Lyon. Il se traduit également par une diminution du nombre de demandeurs d'emploi, avec notamment une amélioration de la situation des jeunes. Il est également visible dans les projets d'investissements des entreprises, qui témoignent de leur confiance dans les perspectives économiques de notre territoire.

Achevé de rédiger le 28 octobre 2021

Éléments de cadrage	2
Les intentions d'embauche	3
Les emplois salariés	4
Les demandeurs d'emploi	6
Les bénéficiaires du RSA	8
Les défaillances d'entreprise	9
Les créations d'entreprise	9
L'immobilier d'entreprise	10
Événements d'entreprise	11



L'impact de la crise sur l'activité économique lyonnaise : éléments de cadrage

Avertissement

Dans l'ensemble de la publication, les données sur le Rhône concernent la circonscription départementale (métropole et nouveau département), la distinction entre les deux collectivités étant rarement faite dans les données publiées.

L'activité est soutenue au troisième trimestre

Le vif rebond de l'activité économique, déjà sensible au premier semestre, s'est confirmé au cours de l'été. Les différentes enquêtes menées auprès des entreprises de la région en septembre et en octobre montrent que l'orientation a été nettement favorable au troisième trimestre : selon le panel de la CCI Auvergne-Rhône-Alpes, plus de trois entreprises sur cinq observent une augmentation de leur chiffre d'affaires par rapport à l'an passé et 15 % des entreprises se trouvent même en suractivité. La situation est également favorable en termes de trésorerie tout comme d'investissement.

Dans l'industrie, les carnets de commande sont confortables

Les situations varient bien sûr selon les secteurs. Dans l'industrie, la Banque de France note un léger ralentissement de la production régionale en septembre, qui s'explique notamment par les difficultés d'approvisionnement en composants et semi-conducteurs, ainsi que par l'impact des difficultés de l'industrie automobile, qui se répercutent sur les sous-traitants et fournisseurs dans d'autres secteurs (caoutchouc, décolletage, matériel de transport...). À l'inverse, la production est proche du niveau d'avant crise dans des secteurs tels que l'habillement-textile, l'agroalimentaire, les industries chimique et pharmaceutique.

Les prévisions pour l'ensemble des secteurs industriels sont bien orientées, grâce à des carnets de commande bien garnis.

L'activité progresse dans les services et dans le bâtiment

La demande se montre dynamique dans les services et l'activité progresse, en particulier dans l'informatique et l'ingénierie, mais aussi dans le transport routier de marchandises. Les difficultés de recrutement persistantes dans ces secteurs viennent cependant freiner la

croissance (cf. encadré page suivante).

Dans le bâtiment, la vigueur de la demande ne se dément pas et les carnets de commande sont très bien garnis. L'activité est cependant freinée par les difficultés d'approvisionnement, les hausses de prix des matières premières et les problèmes de recrutement.

Le tourisme retrouve des couleurs

Dans les secteurs touristiques, la situation s'améliore nettement à partir du mois de juin. Le bilan de la période estivale dressé par ONLYLYON Tourisme et Congrès met en avant la belle dynamique de reprise de la destination lyonnaise, grâce à un tourisme de proximité et national fort et grâce à un retour progressif des clientèles européennes. Après un début d'année atone, les résultats des mois de juin, juillet et août sont très positifs pour l'hôtellerie lyonnaise, qui bénéficie en septembre du retour de la clientèle d'affaires avec la reprise des salons et congrès. La fréquentation des musées, réouverts en mai, est supérieure à celle de l'été 2020 ; mais le nombre de visiteurs est sans commune mesure avec la fréquentation d'avant crise.

Dans le commerce, le climat des affaires s'améliore

Le climat des affaires rebondit en octobre dans le commerce de détail et se rapproche de sa moyenne de longue période au niveau national. Selon l'Insee, ce rebond est surtout dû à la hausse des prévisions des entreprises (soldes d'opinion sur les effectifs prévus et les intentions de commandes), alors que le bilan des ventes au cours des trois derniers mois reste mitigé, notamment dans le commerce de détail généraliste.

Sources :

- Insee Auvergne-Rhône-Alpes : Conjoncture régionale, n°29, octobre 2021
- Banque de France : Tendances régionales Auvergne-Rhône-Alpes, septembre 2021
- CCI Auvergne-Rhône-Alpes : Observatoire économique Crise Covid-19, situation début octobre 2021
- Urssaf : Conjoncture 2^e trimestre 2021, Stat'ur Auvergne-Rhône-Alpes, n°30, octobre 2021
- ONLYLYON Tourisme et Congrès : Flash Tourisme, été 2021
- Banque de France : Point sur la conjoncture française à début octobre 2021
- Insee : Note de conjoncture nationale, 6 octobre 2021



Les intentions d'embauche

Définitions

Déclaration préalable à l'embauche (DPAE) : formalité obligatoire qui doit être effectuée par l'employeur dans les huit jours précédant l'embauche, quelles que soient la durée et la nature du contrat de travail (hors intérim).

Source : Urssaf Rhône-Alpes. Données corrigées des variations saisonnières.

Périmètre : circonscription départementale du Rhône

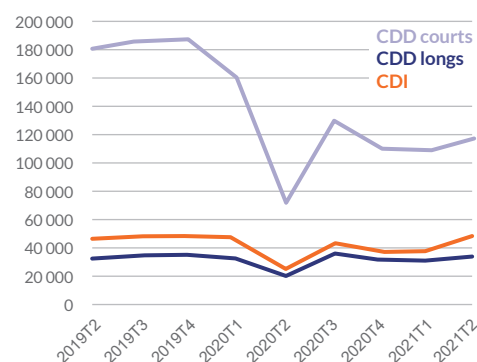
Plus de CDI, moins de CDD courts

Le nombre global des déclarations d'embauche est en nette hausse au 2^e trimestre 2021 dans le Rhône : +13 % par rapport au trimestre précédent. Les embauches en CDI sont particulièrement dynamiques et dépassent désormais leur niveau d'avant crise (+3,2 % par rapport au 4^e trimestre 2019), alors que les CDD longs (contrats de plus d'un mois) sont encore en léger retrait (-2,3 %). En revanche les embauches en CDD courts (contrats de moins d'un mois) sont loin d'avoir retrouvé le volume qui prévalait avant la crise sanitaire : leur nombre est encore inférieur de 36 % par rapport au 4^e trimestre 2019.

En conséquence, la part des CDD courts dans l'ensemble des déclarations préalables à l'em-

bauche passe de 69 % au 4^e trimestre 2019 à 59 % au 2^e trimestre 2021, au profit notamment des CDI.

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) dans le Rhône



Les difficultés de recrutement s'intensifient

La reprise rapide de l'activité économique se traduit par une accentuation des difficultés de recrutement depuis le début de l'année, qui touche l'ensemble des secteurs.

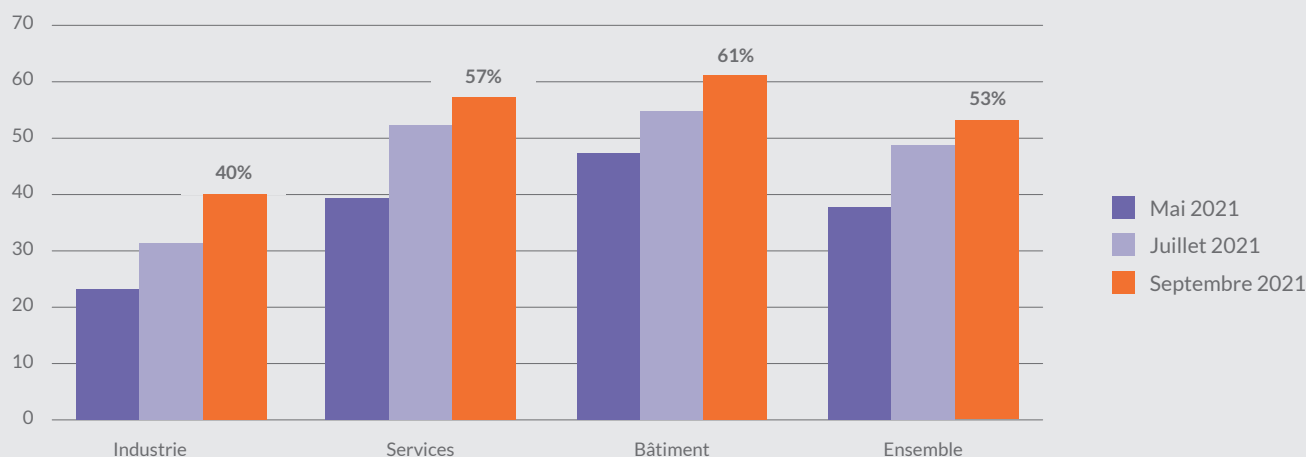
Au niveau national, la part des chefs d'entreprise évoquant de telles difficultés s'accroît de mois en mois, pour atteindre 53 % des entreprises interrogées par la Banque de France fin septembre. Cette part n'était que de 37 % en mai. Au sein des services, les tensions se sont légèrement atténuées dans la restauration et dans l'intérim, mais demeurent à un niveau

très élevé puisque les difficultés de recrutement y concernent respectivement 63 % et 70 % des entreprises en septembre.

La région Auvergne-Rhône-Alpes connaît la même situation : selon le panel interrogé par la CCI de région début octobre, 53 % des entreprises se disent fortement touchées par les difficultés de recrutement, auxquelles s'ajoutent parfois des problèmes de disponibilité des salariés et de gestion du personnel, avec une montée de l'absentéisme, des enjeux de fidélisation et des retours de télétravail délicats.

Part des entreprises indiquant des difficultés de recrutement (en %, données brutes)

Source : Banque de France - Point sur la conjoncture française à début octobre 2021





Les emplois salariés du secteur privé

Définitions

Champ : emplois salariés de l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel, hors intérim. N'inclut pas les administrations publiques, l'éducation et la santé non marchandes, les salariés à domicile des ménages et les entreprises relevant de la Mutualité sociale agricole.

Source : Urssaf Rhône-Alpes. Données brutes, évolutions annuelles.

Périmètres : EPCI du Carré métropolitain, CTM de la métropole de Lyon

Lexique

EPCI : établissement public à caractère intercommunal

CTM : conférence territoriale des maires (regroupement des communes de la métropole de Lyon par bassin de vie)

CC : communauté de communes

CA : communauté d'agglomération

Aire d'attraction : ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué d'un pôle de population et d'emploi, et d'une couronne qui regroupe les communes dont au moins 15 % des actifs travaillent dans le pôle.

Carré métropolitain : périmètre d'étude et d'observation d'Urbalyon

Une hausse significative de l'emploi

L'emploi salarié privé poursuit sa hausse au deuxième trimestre 2021. En un an, dans le Carré métropolitain, les effectifs progressent de près de 29 000 soit une augmentation de +2,6 %. La métropole de Lyon enregistre une hausse similaire : +2,7 % (soit 15 000 emplois de plus).

Les services aux particuliers et le commerce de détail les plus dynamiques, l'industrie en léger recul

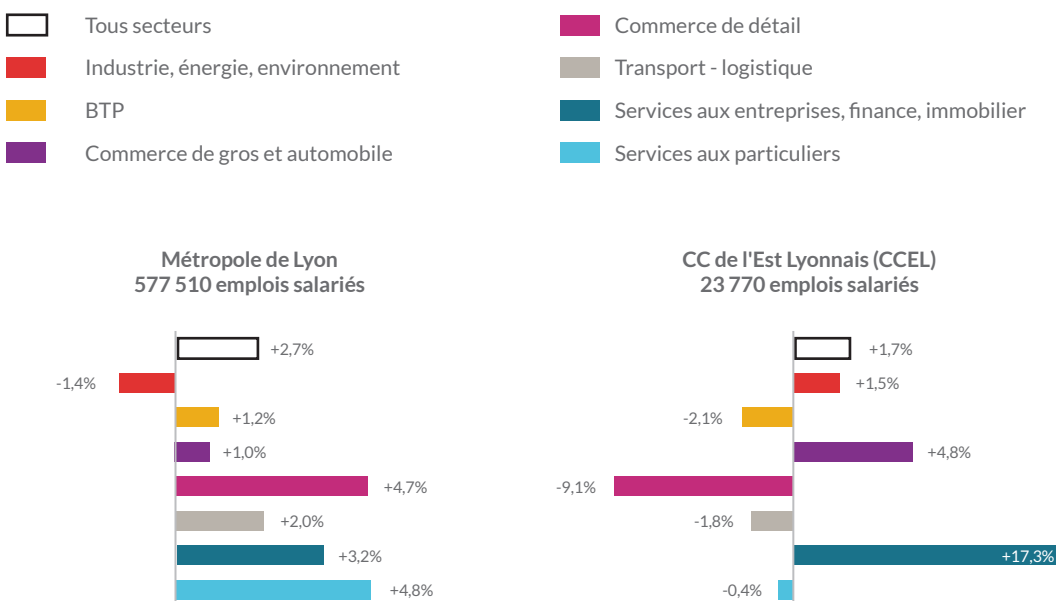
L'industrie accuse une légère baisse de ses effectifs : -0,5 % en un an dans le Carré métropolitain. Le recul est plus marqué dans la métropole de Lyon : -1,4 %. L'ensemble des autres grands secteurs voient leurs effectifs augmenter. Les hausses les plus fortes s'observent dans les services aux particuliers et dans le commerce de détail : respectivement +5,3 % et +4,3 % dans le Carré et +4,8 % et +4,7 % dans la métropole.

Une progression dans la quasi-totalité des territoires

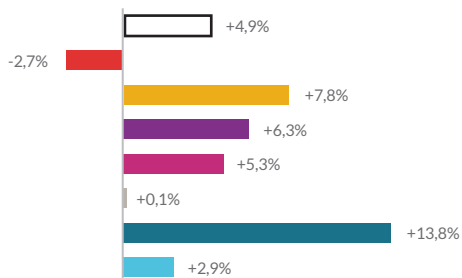
L'emploi diminue dans une seule communauté de communes du Carré (CC Rives de l'Ain – Pays du Cerdon), il augmente dans tous les autres territoires. Les hausses les plus fortes, parmi les EPCI de l'aire d'attraction de Lyon, s'observent dans la CA Villefranche Beaujolais Saône (+4,9 %), la CC de la Vallée du Garon (+3,5 %), la CAPI (+3,4 %) et la CC de la Plaine de l'Ain (+3,3 %).

Dans la métropole de Lyon, l'emploi progresse dans l'ensemble des Conférences territoriales des Maires. Les CTM les plus dynamiques sont Val d'Yzeron (+3,7 %), Rhône Amont (+3,6 %), Villeurbanne (+3,3 %) et Lyon (+3,2 %). Porte des Alpes et Lômes et Coteaux du Rhône sont les conférences où la hausse est la plus mesurée (respectivement +0,7 % et +0,9 %).

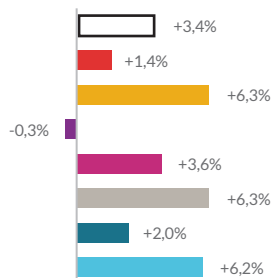
Évolution de l'emploi en un an par grands secteurs d'activité dans les huit plus grands EPCI de l'aire d'attraction de Lyon et nombre d'emplois salariés privés au 2^e trimestre 2021



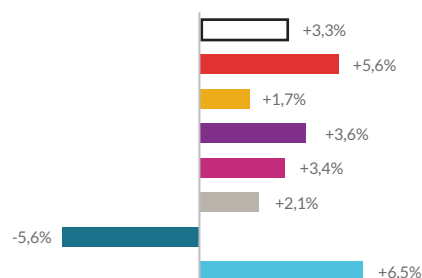
CA Villefranche Beaujolais Saône
22 930 emplois salariés



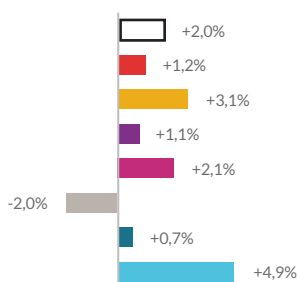
CA Porte de l'Isère (CAPI)
38 900 emplois salariés



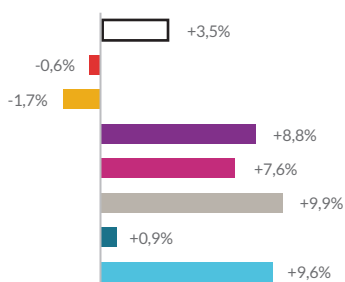
CC Plaine de l'Ain
21 190 emplois salariés



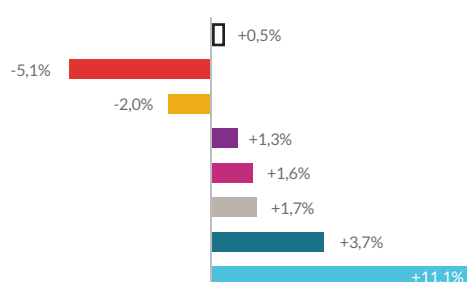
CA Vienne Condrieu
21 960 emplois salariés



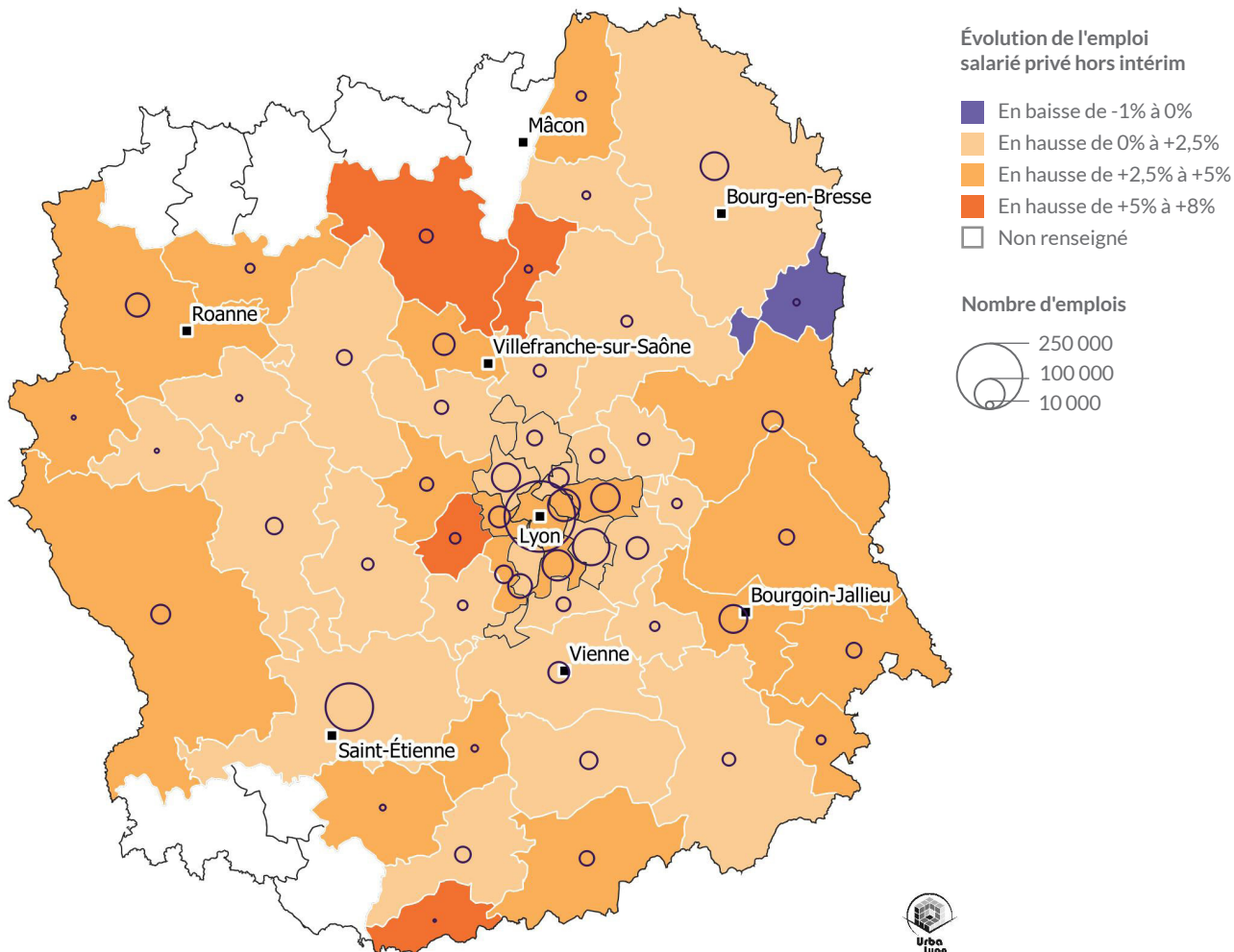
CC de la Vallée du Garon (CCVG)
15 640 emplois salariés



CC de Miribel et du Plateau
9 870 emplois salariés



Nombre d'emplois salariés privés hors intérim au 2^e trimestre 2021 par EPCI et CTM de la métropole de Lyon et évolution en un an





Les demandeurs d'emploi

Définitions

Les catégories A, B et C regroupent des demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

Les catégories A sont sans emploi.

Les catégories B ont exercé une activité réduite courte (78h et moins au cours du mois).

Les catégories C ont exercé une activité réduite longue (plus de 78h au cours du mois).

Source : Pôle emploi. Données brutes (STMT) sauf les courbes d'évolution : données CVS

7 150 demandeurs d'emploi sans activité de moins en un an

Entre août 2020 et août 2021, les effectifs de demandeurs d'emploi de catégorie A ont diminué de 7,6 % dans la métropole de Lyon ; leur nombre est en baisse continue depuis le mois de mai 2021.

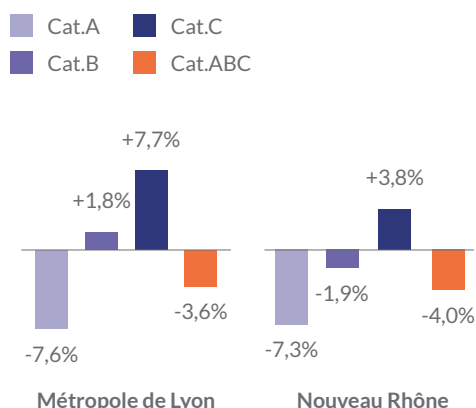
S'agissant de l'ensemble des catégories ABC, c'est au cours des mois de mai, juillet et août 2021 qu'ont eu lieu les baisses les plus fortes sur les dix derniers mois, avec un recul de -1 %

en juillet suivi de -0,8 % en août. Malgré la nette amélioration de la conjoncture économique, la situation du marché du travail à fin août, comparée celle d'avant crise, reste dégradée avec 5 400 demandeurs de catégories ABC supplémentaires par rapport à février 2020 (+4,3 %).

Les effectifs de demandeurs d'emploi enregistrent des évolutions très contrastées selon les catégories. Les transferts de la catégorie A vers la catégorie C notamment sont nombreux, en lien avec la reprise des recrutements.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi, entre août 2020 et août 2021

Données brutes



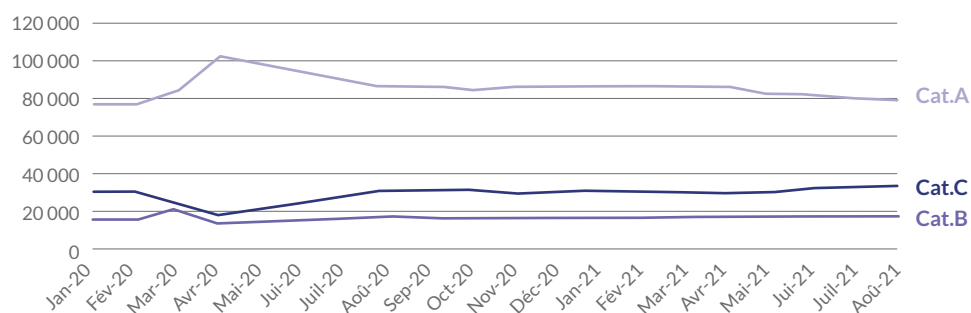
Nombre de demandeurs d'emploi dans la métropole de Lyon fin août 2021

Données brutes

CATÉGORIE A	87 190
CATÉGORIE B	16 770
CATÉGORIE C	27 640
CATÉGORIES ABC	131 600

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi entre janvier 2020 et août 2021 dans la métropole de Lyon

Données cvs



Une hausse des sorties de Pôle emploi

Pôle emploi enregistre une hausse sensible (+8,4 %) des sorties cumulées au cours du 3^e trimestre 2021 par rapport au 3^e trimestre 2020, signe de la nette amélioration du marché de l'emploi par rapport à l'année dernière.

Du côté des inscriptions à Pôle emploi, les entrées sont globalement en hausse au 3^e trimestre (+3,9 %) en comparaison avec le 3^e trimestre 2020. La plus forte hausse concerne les entrées pour réinscriptions rapides (+35 %), suivies des fins de mission intérim (+11,5 %) et des démissions (+8 %). À l'inverse les premières entrées sont en recul (-9,3 %) ainsi que les fins de CDD (-6,5 %).

Les offres d'emploi en forte progression

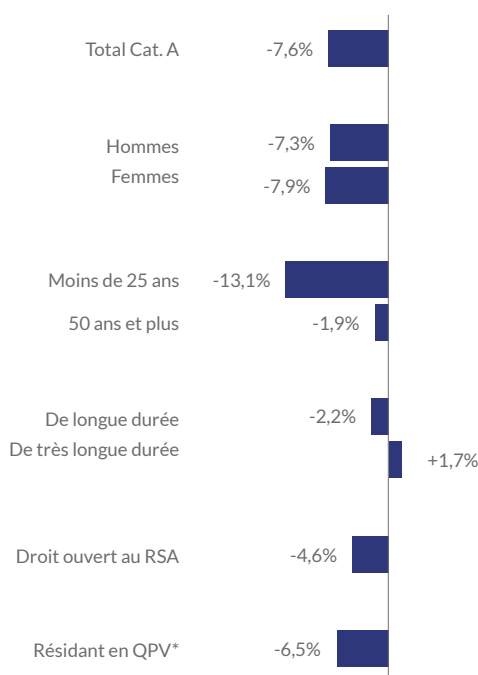
L'évolution du nombre d'offres d'emploi sur l'année est positive avec +13,8 % d'offres collectées entre septembre 2020 et août 2021 par rapport à la période de septembre 2019 à août 2020. Le regain a été particulièrement marqué au cours des derniers mois. Parmi les douze métiers les plus recherchés par les demandeurs d'emploi sur cette période, on observe une hausse des offres d'emploi collectées pour six d'entre eux. Les hausses les plus marquées concernent le magasinage et la préparation de commandes (+44 %) et les employés de restauration (+40 %). À l'inverse, le nombre d'offres dans les services domestiques chute fortement (-70 %).

Une reprise qui profite aux jeunes et aux habitants des QPV

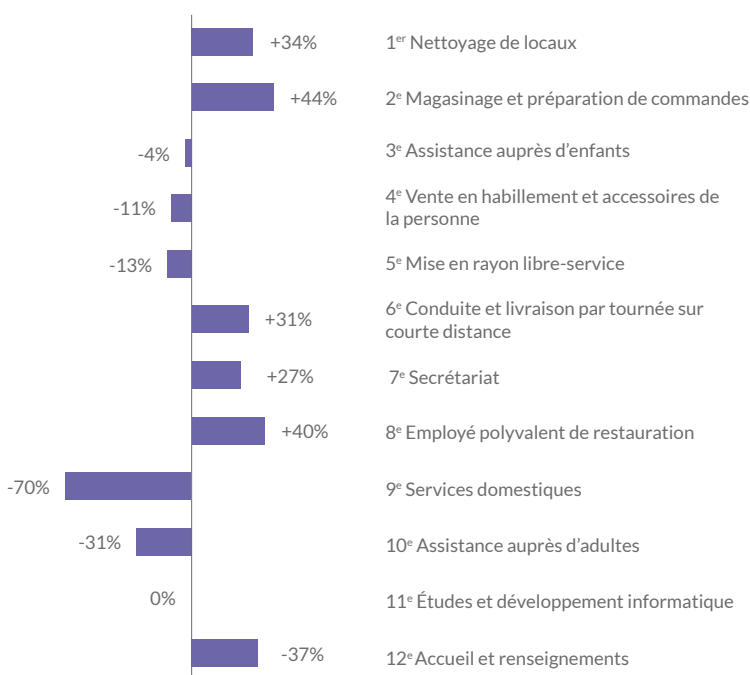
Fin août 2021, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories ABC atteint 131 600 personnes. Parmi elles, 97 190 n'ont eu aucune activité (catégorie A). 12,6 % des demandeurs d'emploi de catégorie A sont âgés de moins de 25 ans. Les jeunes enregistrent une baisse du nombre de demandeurs d'emploi de près de 13 % entre août 2020 et août 2021 en lien avec la reprise et la montée en charge du plan national « 1 jeune, 1 solution » lancé à l'été 2020. Les demandeurs d'emploi résidant dans les quartiers Politique de la ville (QPV) bénéficient aussi des créations d'emploi et leur nombre est en recul de 6,5 % entre août 2020 et août 2021.

En revanche les effectifs des demandeurs d'emploi de très longue durée croissent (+1,7 %).

Évolution en un an du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A dans la métropole de Lyon, selon le profil



Les 12 premiers métiers recherchés par les demandeurs d'emploi : évolution du nombre d'offres collectées sur un an glissant (septembre 2020 à août 2021 comparé à septembre 2019 à août 2020)



*QPV : Quartier Politique de la ville

Les bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA)

Définitions

Le revenu de solidarité active (RSA) est une allocation qui complète les ressources initiales du foyer pour qu'elles atteignent le niveau d'un revenu garanti. L'allocation varie en fonction de la composition du foyer et du nombre d'enfant(s) à charge, du montant des revenus d'activité du foyer, de certaines autres ressources (pensions alimentaires, rentes, indemnités chômage...) et des aides au logement perçues.

La prime d'activité (PPA) est une prestation vise à lever les freins monétaires au retour à l'emploi et à soutenir le pouvoir d'achat des travailleurs aux ressources modestes. Elle permet également aux jeunes actifs âgés de 18 à 25 ans de bénéficier d'une aide à l'emploi, y compris les étudiants et les apprentis. La prime d'activité est calculée sur la base des ressources de l'ensemble des membres du foyer, indiquées à la Caf par une déclaration trimestrielle.

Source : Caf du Rhône. Données semi-définitives.

Périmètre : métropole de Lyon

2 080 foyers allocataires de moins en un an

Dans la métropole de Lyon, le nombre de foyers bénéficiaires du RSA atteint 44 100 fin août 2021, ce qui représente une baisse de 4,7 % et 2 080 foyers allocataires de moins par rapport à août 2020. À cette date, les effectifs des bénéficiaires du RSA avaient crû significativement du fait de la crise sanitaire.

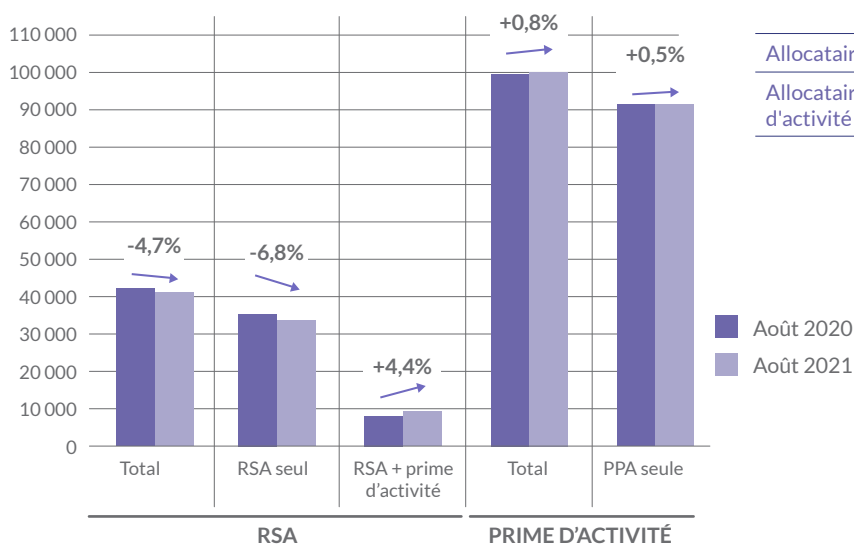
En parallèle, on assiste à une hausse du nombre d'allocataires du RSA percevant la prime d'activité (+4,4 % en un an) qui constitue une minorité des allocataires du RSA. Cette tendance illustre la reprise d'activité d'un certain nombre de bénéficiaires sans emploi jusqu'alors. Le nombre d'allocataires du RSA ne percevant

pas la prime d'activité (la majorité) est quant à lui en recul sensible (-6,8 %). Enfin, les effectifs d'allocataires percevant la prime d'activité seule sont plutôt stables en un an.

Les effectifs d'allocataires depuis plus de trois ans et les plus âgés toujours en croissance

La situation à fin juin 2021 montre une progression des effectifs des allocataires du RSA les plus âgés et des allocataires les plus anciens dans le dispositif avec respectivement +6,9 % de personnes de 60 ans et plus et +7,3 % d'allocataires depuis plus de trois ans. Ceci confirme qu'une frange de la population la plus éloignée de l'emploi reste malheureusement en marge de la reprise économique.

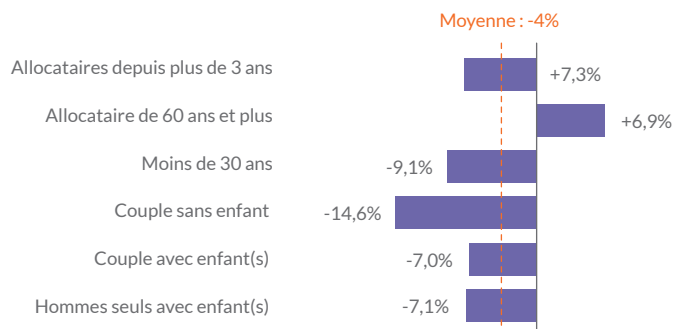
Évolution du nombre de foyers bénéficiaires entre août 2020 et août 2021



Nombre de foyers allocataires fin août 2021

Allocataires RSA	44 100
Allocataires prime d'activité	99 590

Profil des bénéficiaires du RSA concernés par les plus fortes variations (hausses ou baisses) entre juin 2020 et juin 2021



Les défaillances d'entreprise

Définitions

Une défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire (y compris les rétablissements professionnels et les résolutions de plans). Ces procédures collectives interviennent lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement.

Source : Tribunal de commerce de Lyon

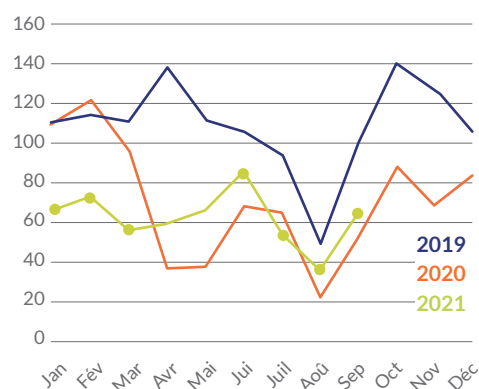
Périmètre : ressort du Tribunal de commerce de Lyon

Le nombre de procédures reste faible

560 procédures collectives ont été ouvertes au Tribunal de commerce de Lyon entre janvier et septembre 2021. C'est 8 % de moins qu'à la même période en 2020, période pendant laquelle les défaillances avaient fortement chuté du fait du premier confinement et grâce aux mesures de soutien aux entreprises, et 40 % de moins qu'à la même période en 2019, avant la pandémie. Parmi l'ensemble des procédures collectives, 80 % sont des liquidations judiciaires, 75 % concernent des entreprises sans salarié et 45 % relèvent des secteurs de la construction et du commerce.

Le nombre de défaillances reste donc largement inférieur à la situation d'avant crise, malgré l'arrêt progressif des aides publiques. Un phénomène de « rattrapage » est attendu en 2022 au moment des premiers

Nombre de procédures collectives au Tribunal de commerce de Lyon



remboursements des prêts garantis par l'Etat (PGE) et avec un retour des assignations de la part des Urssaf pour le paiement des cotisations.

Les créations d'entreprise

Définitions

Une création d'entreprise correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur, avec mise en place de nouveaux moyens de production. Les statistiques incluent les créations sous le régime de micro-entrepreneur.

Source : Insee. Données brutes.

Périmètre : circonscription départementale du Rhône

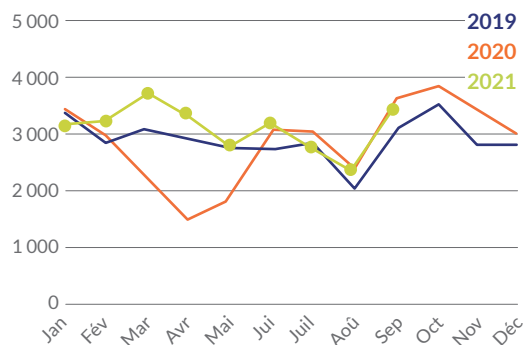
28 060 entreprises créées depuis le mois de janvier

3 450 entreprises ont été créées dans le Rhône en septembre 2021. En cumul depuis le début de l'année ce sont 28 060 nouvelles entreprises immatriculées, soit 9 % de plus que sur la même période en 2019. La hausse observée au niveau régional est de +20 %, elle est de +25 % au niveau national.

Les créations sous forme de sociétés ont progressé de 23 % dans le Rhône. Elles restent toutefois minoritaires (28 % de l'ensemble des créations en 2021).

Au niveau national, les secteurs qui enregistrent les plus fortes hausses du nombre de créations sont le transport (+61 %), les activités immobilières (+42 %) et les activités financières et d'assurance (+41 %). Les activités de

Nombre de créations d'entreprise dans le Rhône



transport, qui comprennent les livraisons à domicile, représentent 14 % de l'ensemble des créations.



L'immobilier d'entreprise

Définitions

L'observatoire du Cecim (Centre d'études de la conjoncture immobilière de la région lyonnaise) publie tous les trimestres une analyse globale du marché de l'immobilier d'entreprise, par type de locaux (bureaux, activité, logistique).

Source : Cecim

Périmètre : région lyonnaise (périmètre d'étude du Cecim).

Peu de grandes transactions en bureaux

Sur le marché des bureaux, 180 500 m² ont été placés entre janvier et septembre 2021 dans la région lyonnaise. Ce chiffre est en progression par rapport à la même période en 2020 (+12 %) mais sans atteindre les sommets de 2019 (320 600 m² placés en neuf mois). La demande en bureaux reste active, avec près de 370 transactions depuis le début de l'année, mais les transactions de grande taille sont rares. Le manque d'offre en bureaux de grande surface explique le recul de la Part-Dieu (seulement 8 % de la demande placée), au profit de Gerland (32 %) et de Villeurbanne (19 %).

De nombreuses interrogations demeurent quant aux impacts à moyen terme de la crise sanitaire et aux arbitrages qui seront faits par les

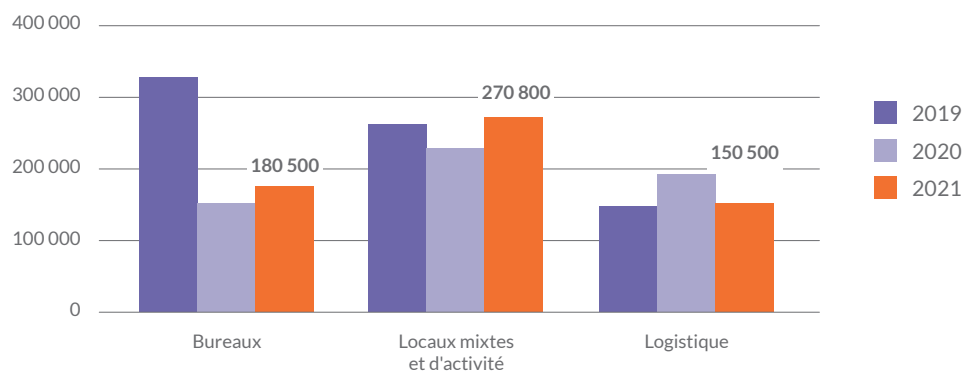
entreprises entre généralisation du télétravail, développement du *flex office*, recherche de qualité des espaces de travail et aménités offertes par la localisation.

Les locaux d'activité toujours dynamiques

Le marché des locaux d'activité confirme sa bonne tenue, avec 315 transactions et 270 800 m² placés entre janvier et septembre 2021, soit le même niveau qu'entre janvier et septembre 2019 (et une hausse de 19 % par rapport à la même période en 2020). Ce résultat confirme une demande industrielle qui se maintient à très bon niveau.

Le marché de la logistique pâtit du manque de foncier et enregistre une douzaine de transactions depuis le début de l'année, avec peu de grandes surfaces (aucune transaction ne dépasse 40 000 m²).

Demande placée par segment au premier semestre (en m²)



Les principales actualités économiques du trimestre

Définitions

Champ : sélection d'événements économiques marquants concernant les entreprises du territoire, d'août à octobre 2021

Source : veille presse et internet

Périmètre : aire d'attraction de Lyon

Investissements industriels

BOEHRINGER INGELHEIM Santé animale Jonage (69)	Le groupe annonce un investissement supplémentaire de 100 M€ sur le site de Jonage, qui s'ajoute aux 200 M€ déjà engagés dans la construction d'un centre de production de vaccins vétérinaires.
CODEO Reconditionnement de matériel Curis-au-Mont-d'Or (69)	Le groupe investit 10 M€ dans l'acquisition et la réhabilitation d'un bâtiment à Rillieux-la-Pape, pour accueillir les unités commerciales, techniques et logistiques de ses différentes filiales
DIATEX Textiles techniques Saint-Genis-Laval (69)	La première pierre du futur siège social est posée ; il offrira 1 500 m ² de bureaux et 3 000 m ² de stockage, pour un investissement de 6 M€.
GROUPE CARSO Analyses environnementales et agroalimentaires Vénissieux (69)	Le groupe annonce l'agrandissement de son laboratoire, avec deux nouveaux bâtiments : l'un de 1 500 m ² livré fin 2022 et l'autre de 3 500 m ² livré en 2024.
MEDICAL GROUP Revêtements de dispositifs médicaux Saint-Priest (69)	L'entreprise quitte Vaulx-en-Velin pour de nouveaux locaux de 6 000 m ² à Saint-Priest, après avoir investi 3 M€ dans un nouveau parc de machines.
SAFE ORTHOPAEDICS Technologies pour la chirurgie du dos Fleurieux-sur-l'Arbresle (69)	La société francilienne inaugure son Centre d'innovation et de production intégrée, pour lequel elle a investi 2,5 M€ (rénovation, extension et rééquipement technologique).
VIE & VÉRANDA Fabrication de vérandas, pergolas, et auvents Feyzin (69)	L'entreprise annonce l'extension de 5 000 m ² de son usine pour accompagner la croissance de son activité ; 3 M€ seront investis d'ici fin 2022.

Investissements logistiques

HÔTEL LOGISTIQUE URBAIN Logistique urbaine Lyon 7 ^e (69)	Les travaux de construction du projet, initié en 2017 et porté par le consortium LPA, Banque des territoires, Poste Immo et Serl@Immo, démarrent (2 bâtiments, 29 000 m ²).
LABORATOIRE ARROW Médicaments génériques Lyon 7 ^e (69)	Les travaux de construction du site logistique de 25 000 m ² sur le Parc industriel de la Plaine de l'Ain à saint-Vulbas (01) sont en cours ; environ 20 M€ y sont investis.

Immobilier tertiaire et commercial

EDF Énergie Lyon 7 ^e (69)	Le groupe installe la majeure partie de ses équipes support lyonnaises à Gerland, sur 11 500 m ² au sein de l'immeuble Brickwall.
ENGIE Énergie Lyon 7 ^e (69)	L'entreprise regroupe ses 1 700 salariés lyonnais à Gerland, sur 22 000 m ² au sein de l'immeuble Urban Garden.
GALARIES LAFAYETTE Grand magasin et centre commercial Bron (69)	Porté par Citynove et Keys REIM, le projet de restructuration et extension de l'ensemble commercial s'engage ; 18 200 m ² supplémentaires sont prévus, pour une livraison en 2024.
GROUPE LA POSTE Activités de courrier et colis Lyon 7 ^e (69)	Un bâtiment de 9 000 m ² a été réhabilité par la filiale Poste Immo, pour un investissement de 19 M€ ; 400 salariés du groupe La Poste s'y installeront d'ici fin 2021.
NINKASI Restauration et concerts Lyon 7 ^e (69)	Le groupe annonce la mise en vente du site de Gerland dès cette année, avec maintien de l'activité jusqu'en 2023, pour pouvoir financer ses projets (développement national, nouvelle brasserie et distillerie à Tarare, projet culturel à Oullins La Saulaie...).

Levées de fonds

AMOLYT PHARMA (EX-ALIZÉ PHARMA 3) Traitements pour les maladies endocriniennes Écully (69)	La société annonce la conclusion d'un financement de 68 M€ pour élargir ses activités de recherche et développement et son portefeuille de traitements potentiels.
ASTER (EX-ENTR'UP) Applications de pilotage de réunions Lyon 2 ^e (69)	L'entreprise réalise sa deuxième levée de fonds : 3 M€ pour renforcer sa recherche et développer ses équipes.
MECAWARE Recyclage des métaux rares Bully (69)	La jeune entreprise lève 2,5 M€ pour démarrer la construction de son premier site pilote démonstrateur de recyclage des batteries en fin de vie.
PARIDISO MEDIA Studio de podcasts audio Villeurbanne (69)	Le studio lève 3 M€ pour recruter une dizaine de personnes et renforcer sa présence aux États-Unis et au Royaume-Uni.
REVOLT GAMES Développement de jeu pour smartphone Lyon 3 ^e (69)	La jeune pousse lève 2,5 M€ pour déployer son jeu Neopolis dans le monde entier.

Chiffres clés de la métropole de Lyon

577 510

emplois salariés
du secteur privé,
hors intérim

Urssaf, 2^e trimestre 2021

131 600

demandeurs
d'emploi de
catégories ABC

Pôle Emploi, données
brutes, fin août 2021

7,8%

taux de
chômage

Insee, 2^e trimestre 2021

Nous remercions
l'Aderly Invest in Lyon,
la Banque de France,
la Chambre de métiers et de l'artisanat du Rhône,
le Cecim,
la CCI Auvergne-Rhône-Alpes,
la CPME du Rhône,
l'Insee,
le Medef Lyon-Rhône,
la Métropole de Lyon,
Pôle emploi,
le Tribunal de commerce de Lyon,
l'Urssaf
et la Ville de Lyon
pour leur participation à l'élaboration de cette publication.

Directeur de publication : **Damien Caudron**
Référent : **Clarisse Garin-Hameline** 04 81 92 33 40
c.garinhameline@urbalyon.org
ISSN 0753-34-54

Ce rapport résulte d'un travail associant les métiers
et compétences de l'ensemble du personnel de l'Agence d'urbanisme



Agence d'**Urbanisme** de l'aire
métropolitaine **lyonnaise**

Tour Part-Dieu, 23^e étage
129 rue Servient
69326 Lyon Cedex 3
Tél. : +33(0)4 81 92 33 00
www.urbalyon.org

La réalisation de ce rapport a été permise par la mutualisation
des moyens engagés par les membres de l'Agence d'urbanisme